

under 35 years of age; most are unskilled; 65 per cent have grade 10 or less; and 23 per cent are receiving social assistance.

3. They have great difficulty in getting access to training programs. The situation has become worse since the Department of Indian Affairs transferred its jurisdiction on native employment to the Canadian Employment and Immigration Commission.

4. The Public Service Commission has not got a good record in hiring native women.

5. There should be affirmative action programs for native women in training programs. Training program centres should have space or seats reserved for native women.

6. They suggested that the government set up a study specifically directed to the employment needs of native women.

7. They also suggested that the government increase the number of native employment specialists.

8. They would like to see the CEIC contribute funds to independent native organizations so that they could develop their own private employment projects.

9. They criticized the fact that there were no separate unemployment statistics for Indian men and women.

10. They suggested that the government provide more information to women on the possibilities in non-traditional work.

11. They felt that native women need special courses on personal development and assertiveness before they can take other training programs. They felt that this is necessary due to the rural sheltered background of many native women. They have a difficult time fitting in to regular training programs and jobs in cities unless they have that type of training in the first place.

The Witnesses from Cariboo College made these points:

They said that their College serves a region of approximately 60,000 square miles. 40 per cent of their student body are sequential students, and 60 per cent are non-sequential students. They admitted that there are difficulties involved in giving certain segments of the population access to the College, (e.g. single parent women) and they recommended more flexibility in CEIC programs. They also argued that the lack of student housing in Kamloops reduces rural people's ability to take courses. On the other hand, they felt that the high level of unemployment among young people is due to a lack of jobs and not a lack of training.

There are approximately 2,000 students at the College, one-third are in academic programs, one-third in career-oriented programs, and one-third in vocational training programs. 50 per cent of the students are covered by CEIC re-training

ont moins de 35 ans; la majorité d'entre elles n'ont aucune spécialisation; 65 p. 100 ont une 10^e année ou moins; enfin, 23 p. 100 sont inscrites à l'assistance sociale.

3. Elles ont beaucoup de mal à s'inscrire à des programmes de formation. La situation s'est aggravée depuis que le ministère des Affaires indiennes a cédé à la Commission de l'emploi et de l'immigration ses responsabilités en matière d'emploi des Autochtones.

4. Les antécédents de la Commission de la Fonction publique pour ce qui est de l'emploi des femmes autochtones sont loin d'être satisfaisants.

5. Les programmes de formation devraient comprendre les programmes d'action sociale destinés aux femmes autochtones. Les centres qui offrent des programmes de formation devraient réserver des places aux femmes autochtones.

6. Les témoins ont suggéré que le gouvernement entreprenne une étude sur les besoins des femmes autochtones en matière d'emploi.

7. Elles ont également suggéré que le gouvernement augmente le nombre des spécialistes en matière d'emploi des Autochtones.

8. Elles aimeraient que la Commission canadienne de l'emploi et de l'immigration verse des fonds à des organisations autochtones indépendantes pour permettre à celles-ci de mettre sur pied leurs propres projets d'emplois privés.

9. Elles ont critiqué l'absence de statistiques séparés sur le chômage chez les femmes et les hommes indiens.

10. Elles ont suggéré que le gouvernement informe mieux les femmes des possibilités de travail dans des secteurs non traditionnels.

11. Elles estiment que les femmes autochtones ont besoin de cours spéciaux pour développer leur personnalité et prendre de l'assurance avant de s'inscrire à d'autres programmes de formation. A leur avis, cela est nécessaire parce que de nombreuses femmes autochtones viennent de régions rurales très isolées. Elles ont du mal à s'adapter aux programmes de formation réguliers et à des emplois dans les villes si on n'a pas commencé par leur donner cette possibilité d'adaptation.

Les témoins du Collège Cariboo ont fait les observations suivantes:

Leur collège dessert une région d'environ 60,000 milles carrés. Quarante pour cent des étudiants suivent des cours régulièrement; 60 p. 100 d'entre eux ne sont là que pendant une période donnée. Ils ont admis qu'ils avaient du mal à recruter dans certains secteurs de la population, par exemple parmi les femmes seules ayant des enfants à charge, et ont recommandé un assouplissement des programmes de la Commission canadienne d'emploi et d'immigration. D'autre part, la pénurie de logements pour étudiants à Kamloops empêche certains étudiants des régions rurales de suivre des cours. A leur avis, c'est au manque d'emplois et non pas au manque de formation qu'il faut attribuer le chômage particulièrement élevé chez les jeunes.

Le collège accueille environ 2,000 étudiants dont un tiers suivent des programmes théoriques, un tiers des programmes spécialisés et un tiers des programmes techniques. 50 p. 100 des étudiants reçoivent de l'aide de la Commission d'emploi